

PRODUCTIVITÉ ET PROSPÉRITÉ AU QUÉBEC

BILAN 1981-2008



**Centre sur la productivité
et la prospérité**

HEC MONTRÉAL

Créé en 2009, le Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal a une double vocation.

Le Centre se veut d'abord un organisme voué à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme objets principaux d'étude le Québec et le Canada.

Le Centre se veut également un organisme de transferts, de vulgarisation et, ultimement, d'éducation en matière de productivité et de prospérité.

Pour en apprendre davantage sur le Centre ou pour obtenir des copies supplémentaires de ce document, visitez le **www.hec.ca/cpp** ou écrivez-nous à **info.cpp@hec.ca**.

Adresse de correspondance :
Centre sur la productivité et la prospérité
HEC Montréal
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) Canada H3T 2A7

Téléphone : 514 340-6449
Télécopieur : 514 340-6469

Cette publication a bénéficié du soutien financier du ministère des finances du Québec.

Préface

Cette publication est la première du Centre sur la productivité et la prospérité. Le Centre a été récemment créé par HEC Montréal afin de mener des recherches qui visent une meilleure compréhension du phénomène de la productivité et de ses effets sur la prospérité d'une société. Le Centre a également pour mandat de diffuser les résultats de ses recherches au plus large public possible. Les objets principaux d'étude du Centre sur la productivité et la prospérité sont le Québec et le Canada.

L'analyse des données sur une longue période (1981 à 2008) permet de constater que le Québec pourrait faire beaucoup mieux en termes de niveau de vie compte tenu des atouts considérables qu'il possède : ressources naturelles abondantes, population éduquée, institutions publiques bien établies et de bonne qualité. Pourtant, lorsque comparé à d'autres économies industrialisées, le Québec se situe plutôt en queue de peloton.

Une partie de l'explication se trouve dans le comportement des québécois quant à leur participation au marché du travail. Sans doute parce qu'ils valorisent davantage les loisirs, les québécois ont un des taux de participation au marché du travail les plus faibles en Amérique du Nord. Toutes proportions gardées, les québécois sont moins nombreux à travailler et lorsqu'ils sont au travail, ils travaillent moins longtemps. Il ne s'agit pas de remettre en question ces choix mais seulement d'être conscients des conséquences.

L'analyse montre également qu'au fil du temps, la productivité du travail a joué un rôle de plus en plus important dans l'explication des écarts de niveau de vie entre le Québec et plusieurs autres économies industrialisées. Les travailleurs québécois sont relativement moins productifs non pas parce qu'ils travaillent moins fort, l'ardeur au travail est de toutes façons difficilement mesurable objectivement.

En fait, les travailleurs québécois sont moins productifs parce qu'ils évoluent dans un environnement qui ne favorise pas nécessairement la productivité. Cet environnement dépend de divers facteurs : technologies utilisées dans les entreprises, formation, fiscalité, réglementation, etc.

Cette faible productivité n'a pas sa raison d'être. On peut faire le choix de ne pas travailler ou de moins travailler. Par contre, lorsqu'on est au travail, on ne peut faire le choix d'être moins productif. C'est pourtant le constat auquel on arrive lorsqu'on compare la productivité du travail au Québec à celle de la plupart des économies industrialisées.

L'objectif de cette publication, et plus généralement du Centre sur la productivité et la prospérité, est de remettre au centre du débat public québécois l'enjeu primordial de la productivité en présentant les faits tels qu'ils sont. Les données utilisées sont les plus récentes disponibles. L'analyse est rigoureuse et sans complaisance.

L'analyse présentée ici n'aboutit pas à des solutions concrètes visant à réduire le retard relatif du Québec en matière de productivité du travail. Elle se veut davantage un diagnostic de la situation actuelle. Les solutions viendront, je l'espère, des recherches que mènera le Centre sur la productivité et la prospérité au cours des prochaines années en matière de capital humain, de comportement des entreprises et de politiques publiques.

Robert Gagné, *Directeur*
Centre sur la productivité et la prospérité
HEC Montréal

Septembre 2009

Table des matières

Préface	i
Sommaire	1
Introduction	2
Le niveau de vie des québécois	5
Comprendre les écarts de niveaux de vie	9
Le Québec dans le monde	14
Décomposition sectorielle de la productivité du travail	19
Qu'est-ce qui explique la croissance de la productivité du travail observée au niveau global ?	24
Conclusion	34
Remerciements	35

Sommaire

Productivité et prospérité au Québec est un document d'introduction sur la question de la productivité et de la prospérité au Québec. Appuyée par des données de qualité, cette introduction a pour objectif d'examiner la relation unissant ces deux concepts tout en posant un diagnostic clair et sans complaisance sur la situation économique du Québec. Ce document ne comporte par conséquent ni jugement, ni solution.

Productivité et prospérité au Québec est par ailleurs un document-clé pour le Centre sur la productivité et la prospérité. Publié périodiquement, il permettra au Centre d'assurer la vigie des différents indicateurs de productivité et de prospérité au Québec tout en assurant un transfert de l'information vers un large public. D'autres études seront publiées parallèlement à ce document afin d'approfondir différents aspects spécifiques aux concepts de productivité et de prospérité.

La première partie du document dresse un état de la situation relative du Québec vis-à-vis ses principaux partenaires commerciaux, soit l'Ontario, le Canada et les États-Unis. En s'intéressant plus particulièrement à l'évolution de la démographie et de la taille de l'économie du Québec, cette section montre que le Québec affiche un certain retard économique vis-à-vis ses voisins immédiats, un retard qui se manifeste essentiellement par un niveau de vie inférieur (mesuré par le rapport entre le PIB et la population).

En s'appuyant sur ce constat, la seconde section du document examine les facteurs susceptibles d'expliquer l'origine de ce retard. À partir d'une méthode de décomposition du niveau de vie, il est alors démontré qu'une part substantielle de l'écart de niveau de vie avec l'Ontario, le Canada et les États-Unis peut être imputée à un niveau de productivité du travail plus faible.

La troisième section du document élargit l'horizon de comparaison de la situation économique du Québec en positionnant sa performance dans un contexte international. À terme, ces comparaisons démontrent que le retard du Québec en matière de productivité et de prospérité n'est pas exclusivement le fait d'une mise en contexte nord-américaine.

Finalement, la dernière section du document approfondit le niveau d'analyse de la situation du Québec en matière de productivité du travail. Le lien fondamental entre la productivité et la prospérité ayant précédemment été établi, cette section cherche alors à identifier l'origine du retard du Québec en fait de productivité du travail. Cette section démontre que ce retard est avant tout imputable à une croissance plus faible de la productivité du travail dans le secteur des services, une part marginale du retard de productivité du travail étant toutefois attribuée à la structure industrielle du Québec.

Afin d'alléger la publication, le détail des calculs ayant été effectués dans le cadre de cette analyse ainsi que les sources de données sont publiés dans une annexe méthodologique disponible au www.hec.ca/cpp.

Introduction

Toutes les sociétés du monde aspirent à une plus grande prospérité économique et, à cet égard, le Québec ne fait pas exception. Cette aspiration est légitime puisque la prospérité économique permet non seulement d'atteindre un niveau de vie plus élevé, mais elle permet également de jouir d'une meilleure qualité de vie. Elle donne par ailleurs à une société les moyens de s'offrir les services publics qu'elle désire et permet le développement et le maintien d'infrastructures publiques de qualité facilitant la vie de tous les jours et contribuant à notre enrichissement social et culturel. En outre, dans une société prospère, les plus démunis sont proportionnellement moins nombreux et mieux soutenus par l'ensemble des citoyens. La recherche d'une plus grande prospérité est finalement essentielle à la pérennité des finances publiques d'un État et à la réalisation de ses objectifs sociaux.

En dépit de la qualité et de la stabilité de son environnement économique et social, le Québec est en perte de vitesse par rapport aux économies industrialiséesⁱ et les pressions démographiques qui s'exercent sur l'économie limitent progressivement les moyens qui s'offrent au Québec pour assurer sa prospérité à long terme. Il devient donc urgent de s'attaquer au redressement de la performance économique du Québec afin d'assurer à la population québécoise un niveau et une qualité de vie comparables à celles des principales économies industrialisées.

L'indicateur le plus fréquemment employé pour mesurer et comparer le niveau de vie des sociétés est le rapport entre le produit intérieur brut (PIB) et la population d'un pays, soit le PIB par habitant. Bien que cet indicateur ne tienne pas compte des inégalités dans la répartition de la richesse, il s'agit néanmoins d'une mesure objective qui permet d'évaluer le niveau de richesse d'une société. En répartissant la valeur de la production réalisée par une économie sur l'ensemble de sa population, le PIB par habitant permet par ailleurs de comparer objectivement des économies de tailles différentes. La normalisation des systèmes de comptabilité nationale fait en sorte que la façon de mesurer le PIB par habitant est très similaire d'un pays à l'autre.

Dans un pays comme le Canada, les comparaisons provinciales ou régionales des niveaux de vie sont d'autant plus intéressantes qu'aucune mesure de conversion des valeurs monétaires n'est nécessaire. Le contexte social et économique étant davantage comparable que dans une perspective internationale, la comparaison des niveaux de vie donne alors un excellent aperçu de la situation relative des économies provinciales.

En fait, ces comparaisons sont essentielles puisque le concept même de niveau de vie n'a de sens que relativement, c'est-à-dire s'il est comparé à plus d'une juridiction ou au travers du temps. Savoir que le niveau de vie au Québec s'élevait en 2008 à 38 897,99 \$ par habitant (\$/hab.) n'est pas très informatif. ⁱⁱ Toutefois, lorsqu'on compare le PIB par habitant du Québec en 2008 à celui de l'Ontario pour la même année (45 471,82 \$/hab.), on peut conclure que le niveau de vie du Québec s'élevait à 85,5 % du niveau de vie de l'Ontario.

Dans ces circonstances, il devient alors nécessaire de se questionner sur la performance économique du Québec. Pourquoi un tel écart entre les niveaux de vie au Québec et en Ontario? Quelle est l'évolution de cet écart au fil du temps? Quelle est la situation au Québec par rapport au Canada, aux États-Unis ou au reste du monde?

C'est à toutes ces questions que ce document tente de répondre en identifiant les principales sources des écarts de niveaux de vie. Nous verrons qu'au fil du temps la productivité du travail, soit le PIB par heure travaillée, est devenue l'un des principaux facteurs expliquant l'écart de niveau de vie entre le Québec, l'Ontario, le Canada et les États-Unis.

Ce document tente également de situer la performance du Québec en matière de productivité du travail et de niveau de vie dans une perspective internationale en présentant non seulement des comparaisons avec l'Ontario et le Canada, mais également en comparant avec les États-Unis et plusieurs autres pays.

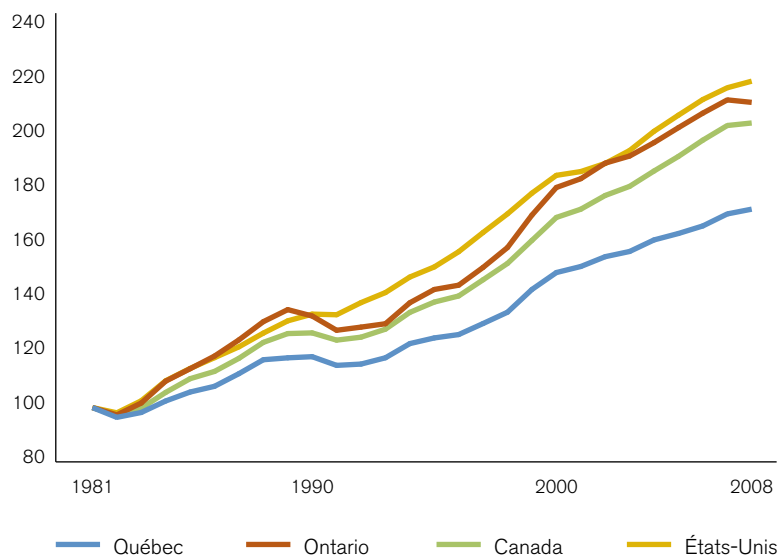
Enfin, ce document cherche à expliquer la performance du Québec en matière de productivité du travail en identifiant les secteurs industriels qui contribuent à améliorer le bilan du Québec et ceux qui contribuent à sa détérioration.

Le niveau de vie des québécois

Le Québec souffre malheureusement d'un retard économique significatif et chronique par rapport au reste du Canada et aux États-Unis. Un retard qui se manifeste par un niveau de vie inférieur à ses voisins immédiats. Ce retard économique est principalement attribuable à la croissance économique relativement modeste observée au Québec au cours des 28 dernières années. Le graphique 1 ci-dessous expose clairement l'ampleur de ce retard. En normalisant l'ensemble des données sur une base initiale commune (1981=100), on constate que le Québec affiche une croissance économique nettement inférieure à ses principaux partenaires économiques. Ainsi, alors que le PIB du Québec s'accroît de 73 % entre 1981 et 2008, le PIB de l'Ontario s'accroît de 112 %, celui du Canada de 105 % et celui des États-Unis de 120 %.

En conséquence d'une croissance économique moindre, le poids du Québec dans l'économie canadienne passe de 22,3 % en 1981 à 18,8 % en 2008. Au cours de cette même période, le poids démographique du Québec à l'intérieur du Canada passe de 26,4 % à 23,3 %. Incidemment, on ne peut pas conclure quant aux conséquences directes du retard de croissance économique sur le niveau de vie de la population québécoise. Dans la mesure où la faible croissance économique est accompagnée d'une croissance démographique moindre, il est possible que le niveau de vie relatif du Québec, c'est-à-dire lorsqu'on le compare en proportion du niveau de vie d'une autre province, demeure stable.

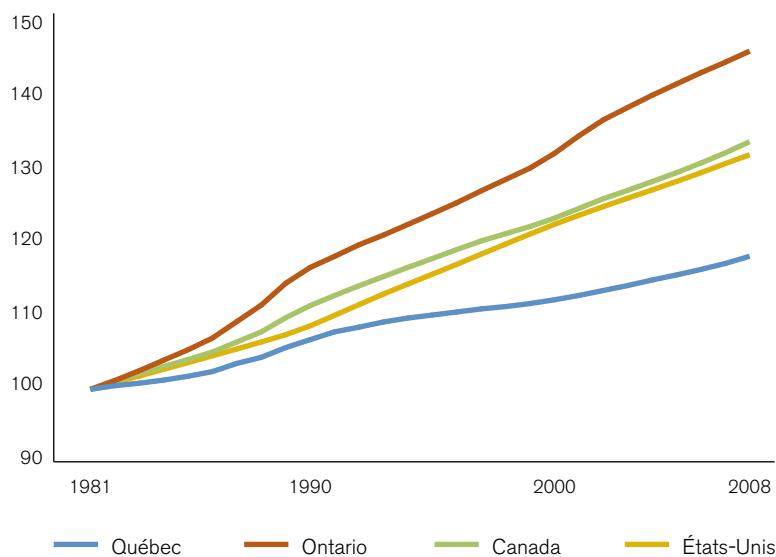
1_ ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, 1981-2008
(DOLLARS DE 2008, 1981=100)



C'est précisément la situation que l'on observe entre le Québec et l'Ontario depuis 1981. Le graphique 2 illustre à cet effet l'évolution de la population du Québec relativement à l'Ontario, au Canada et aux États-Unis depuis 1981. En normalisant les données de la population à 100 pour l'année 1981, on remarque que le Québec affiche une croissance démographique nettement inférieure à celle de l'Ontario (18,4 % au Québec contre 46,7 % en Ontario entre 1981 et 2008). Le graphique permet par ailleurs de constater que le Canada et les États-Unis enregistrent des croissances démographiques supérieures à celle du Québec mais inférieures à celle de l'Ontario (34,2 % pour le Canada et 32,4 % pour les États-Unis).

2_ CROISSANCE DE LA POPULATION, 1981-2008

(1981=100)

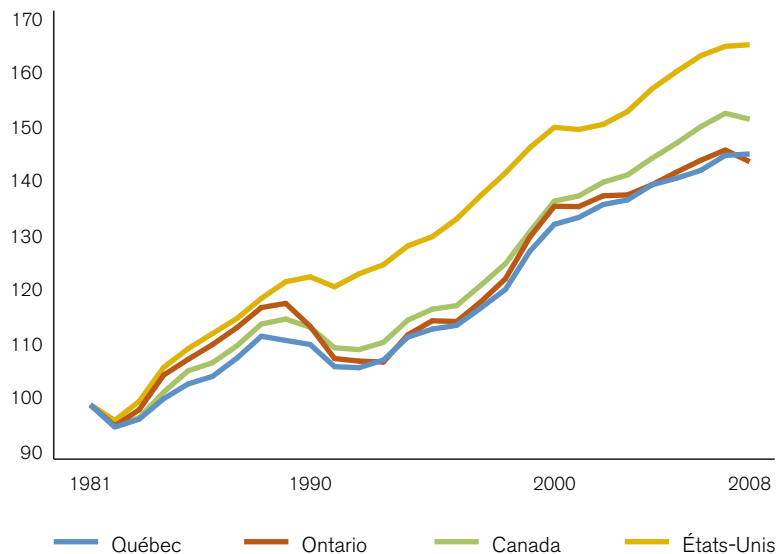


Prises conjointement, les croissances démographique et économique permettent alors de mesurer l'évolution du niveau de vie du Québec. Le graphique 3 illustre très clairement que les niveaux de vie de l'Ontario et du Québec suivent pratiquement la même évolution depuis 1981. En termes relatifs, on peut conclure que le niveau de vie de la population du Québec est demeuré stable relativement à celui de la population de l'Ontario. Alors qu'en 1981 le niveau de vie du Québec représentait 84,7 % du niveau de vie de l'Ontario, cette proportion se chiffre actuellement à 85,5 %.

En dépit de cette stabilité relative, la situation en termes absolus est préoccupante. Il est vrai que depuis 1981, l'écart relatif demeure stable puisque les niveaux de vie du Québec et de l'Ontario augmentent à un rythme similaire, soit 46 % et 45 % respectivement. Néanmoins, l'écart absolu, c'est-à-dire la différence entre le niveau de vie des deux provinces, s'est quant à lui aggravé. Ainsi, alors que l'écart absolu entre le Québec et l'Ontario s'élevait à 4 805 \$/hab. en 1981, ce même écart se situe à 6 574 \$/hab. en 2008. De façon imagée, cet accroissement signifie qu'en comparaison avec 1981, chaque habitant de l'Ontario dispose aujourd'hui de 1 769 \$ de plus que les habitants du Québec (exprimé en dollars de 2008).

3_ ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HABITANT, 1981-2008

(DOLLARS DE 2008, 1981=100)



Le Québec affiche par ailleurs un retard plus marqué à l'égard des niveaux de vie du Canada et des États-Unis. Entre 1981 et 2008, le niveau de vie du Canada a augmenté de 53 % alors que celui des États-Unis a augmenté de 66 %. Dans la mesure où le niveau de vie du Québec n'augmente que de 46 % au cours de la même période, le niveau de vie relatif du Québec a donc diminué par rapport à celui du Canada et des États-Unis. Dans ces circonstances, l'écart absolu à l'égard du Canada et des États-Unis s'est inévitablement accru. Ainsi, entre 1981 et 2008, l'écart absolu entre le niveau de vie du Québec et celui du Canada est passé de 4 918 \$/hab. à 9 208 \$/hab., soit une augmentation de 4 290 \$/hab. L'écart absolu à l'égard des États-Unis est par ailleurs passé de 8 052 \$/hab. à 18 744 \$/hab., soit une augmentation de 10 692 \$/hab. exprimée en dollars canadiens de 2008.

Ces comparaisons révèlent un aspect fondamental de la situation économique du Québec. En dépit du fait que sa population jouit d'une qualité de vie qui peut être enviable, le Québec est néanmoins en perte de vitesse par rapport à ses voisins immédiats. De surcroît, cette situation n'est pas le fait d'un passé récent. Il devient alors nécessaire de s'intéresser à la nature de ce retard économique afin d'en comprendre l'origine et d'identifier les facteurs susceptibles de relever le niveau de vie du Québec.

Afin d'identifier les facteurs déterminant les écarts de niveaux de vie, il est possible de recourir à une relation arithmétique simple permettant de décomposer le niveau de vie en quatre éléments distincts. Par cette relation, le niveau de vie tel que mesuré par le PIB par habitant est le produit :

- > de la *productivité du travail*, mesurée par le rapport du PIB sur le nombre d'heures travaillées ($PIB / heures\ travaillées$);
- > de l'*intensité du travail*, mesurée par le rapport du nombre total d'heures travaillées par emploi ($heures\ travaillées / emploi$);
- > du *taux d'emploi*, mesuré par le rapport entre le nombre d'emplois et la population en âge de travailler, c'est-à-dire âgée de 15 ans et plus ($nombre\ d'emplois / population\ âgée\ de\ 15\ ans\ et\ plus$); et
- > du *profil démographique*, qui mesure le pourcentage de la population totale qui est en âge de travailler ($population\ âgée\ de\ 15\ ans\ et\ plus / population\ totale$).

Il s'agit évidemment d'une approche simplifiée et hautement intégrée du concept de niveau de vie. D'un point de vue factuel, nombre de variables peuvent avoir une incidence sur le niveau de vie d'une population. Par ailleurs, certaines composantes de l'identité peuvent prendre plusieurs déclinaisons. C'est le cas notamment du concept de productivité qui peut être mesuré selon différentes méthodes et dont les implications dans l'économie sont complexes et variées. Dans ces conditions, il peut alors sembler réducteur de simplifier les implications économiques du concept à partir d'une simple identité arithmétique.

Cette approche est néanmoins utile puisqu'elle permet d'attribuer une valeur monétaire précise aux principales composantes de la mesure du niveau de vie. Il devient alors possible de quantifier globalement l'impact de chacune des composantes sélectionnées ce qui facilite l'identification des facteurs susceptibles d'améliorer la situation du Québec en matière de prospérité économique.

A cet effet, le tableau 1 fait état de la décomposition de l'écart entre le niveau de vie du Québec et celui de l'Ontario, ce qui a permis de redistribuer la valeur de l'écart en fonction des quatre composantes sélectionnées. A titre d'exemple, en 1981, l'écart de niveau de vie du Québec par rapport à l'Ontario s'élevait à -4 804,58 \$/hab. ce qui signifie que le niveau de vie de la population ontarienne dépassait le niveau de vie de la population québécoise de plus de 4 800 \$/hab. Grâce à la méthode de décomposition (expliquée dans l'annexe méthodologique), il est possible de décomposer cet écart de manière à ce que les montants attribués aux quatre composantes totalisent l'écart de niveau de vie entre les deux provinces.

Cette approche permet ainsi de constater que si en 1981 le principal facteur expliquant cet écart était le taux d'emploi, la situation s'est profondément transformée depuis. Actuellement, même si le taux d'emploi joue encore un rôle important, l'écart est également expliqué par la productivité du travail et l'intensité du travail.

On remarque par ailleurs que le Québec affichait initialement une productivité du travail supérieure à celle de l'Ontario. Ce bilan favorable en matière de productivité du travail permettait alors au Québec de réduire l'écart de niveau de vie avec l'Ontario d'approximativement 400 \$/hab. Au cours de la première moitié des années quatre-vingt, cette tendance s'est toutefois renversée. Alors que le Québec récupérait difficilement de la récession du début des années quatre-vingt, l'Ontario enregistrait des gains de productivité substantiels à l'égard du Québec de sorte que dès le début des années quatre-vingt-dix, le poids de la productivité du travail

1_ SOURCES DE L'ÉCART DE NIVEAU DE VIE ENTRE LE QUÉBEC ET L'ONTARIO
(POURCENTAGE ET DOLLARS PAR HABITANT DE 2008)

		Productivité du travail	Intensité du travail	Taux d'emploi	Profil démographique	Total
1981	%	-8,37	7,08	102,17	-0,88	100,00
	\$	402,31	-340,40	-4 908,89	42,39	-4 804,58
1991	%	8,72	14,75	79,10	-2,56	100,00
	\$	-489,11	-827,39	-4 437,64	143,81	-5 610,33
2001	%	27,66	19,11	65,13	-11,91	100,00
	\$	-1 961,16	-1 355,16	-4 618,30	844,15	-7 090,47
2008	%	34,84	27,48	47,38	-9,69	100,00
	\$	-2 290,31	-1 806,32	-3 114,41	637,21	-6 573,84

dans l'écart de niveau de vie commençait à se faire sentir. Près de 9 % de l'écart avec l'Ontario était alors expliqué par la plus faible performance du Québec en matière de productivité du travail et la situation ne s'est malheureusement pas améliorée depuis. Actuellement, plus du tiers de l'écart de niveau de vie avec l'Ontario est expliqué par la productivité du travail, ce qui représente approximativement 2 290 \$/hab.

L'intensité du travail, c'est-à-dire le nombre d'heures annuellement travaillées par emploi, a également contribué à l'accroissement de l'écart absolu de niveau de vie avec l'Ontario. Alors qu'en 1981, le salarié québécois moyen travaillait annuellement 21 heures de moins que le salarié ontarien, la situation s'est modifiée significativement à partir du milieu des années quatre-vingt-dix. Actuellement, l'employé québécois moyen travaille annuellement 73 heures de moins que son vis-à-vis ontarien, ce qui représente deux semaines normales de travail de moins par année et par emploi. En conséquence de cette diminution, la contribution de l'intensité du travail à l'écart de niveau de vie est passée de 7,08 % en 1981 à 27,48 % en 2008, soit plus de 1 800 \$/hab.

Actuellement, près de 60 % de l'écart de niveau de vie avec le Canada est attribuable à une productivité du travail inférieure au Québec, ce qui représente près de 5 350 \$/hab. Cette proportion s'élève à plus de 70 % ou près de 13 259 \$/hab. lorsque le niveau de vie du Québec est comparé à celui des États-Unis.

La part de l'écart de niveau de vie imputable au taux d'emploi a diminué de moitié entre le début des années quatre-vingt et aujourd'hui. Alors que le taux d'emploi expliquait plus de 100 % de l'écart en 1981, le taux d'emploi du Québec n'explique aujourd'hui que 47 % de l'écart de niveau de vie, soit un peu plus de 3 100 \$/hab. Le rattrapage du Québec sur l'Ontario en matière de taux d'emploi n'est toutefois pas étranger à sa faible croissance démographique.

Finalement, le profil démographique du Québec, c'est-à-dire le rapport entre la population en âge de travailler et la population totale, favorise le Québec. Puisque l'écart de croissance entre la population en âge de travailler et la population totale a été plus grand au Québec qu'en Ontario, le profil démographique du Québec a progressé plus rapidement, permettant ainsi de combler une très petite partie de l'écart de niveau de vie avec l'Ontario.

Une situation similaire est observée au niveau de la décomposition de l'écart de niveau de vie avec le Canada et les États-Unis.ⁱⁱⁱ En dépit d'une répartition initiale différente, on remarque que la détérioration de la situation relative du Québec en matière de productivité et d'intensité du travail explique dorénavant la majorité de l'écart de niveau de vie avec le Canada et les États-Unis. Actuellement, près de 60 % de l'écart de niveau de vie avec le Canada est attribuable à une productivité du travail inférieure au Québec, ce qui représente près de 5 350 \$/hab. Cette proportion s'élève à plus de 70 % ou près de 13 259 \$/hab. lorsque le niveau de vie du Québec est comparé à celui des États-Unis. On remarque également que la part de l'écart attribuable au taux d'emploi a également diminué de moitié entre 1981 et 2008 et ce, tant du côté du Canada que des États-Unis.

2_ SOURCES DE L'ÉCART DE NIVEAU DE VIE ENTRE LE QUÉBEC ET LE CANADA

(POURCENTAGE ET DOLLARS PAR HABITANT DE 2008)

		Productivité du travail	Intensité du travail	Taux d'emploi	Profil démographique	Total
1981	%	35,61	9,04	61,33	-5,98	100,00
	\$	-1 751,32	-444,75	-3 016,20	293,95	-4 918,32
1991	%	46,57	10,27	48,51	-5,35	100,00
	\$	-2 961,15	-652,84	-3 084,49	339,89	-6 358,59
2001	%	57,70	12,34	37,51	-7,55	100,00
	\$	-4 536,97	-970,44	-2 949,51	593,50	-7 863,42
2008	%	58,04	18,06	28,99	-5,10	100,00
	\$	-5 344,51	-1 663,40	-2 669,35	469,34	-9 207,92

3_ SOURCES DE L'ÉCART DE NIVEAU DE VIE ENTRE LE QUÉBEC ET LES ÉTATS-UNIS (POURCENTAGE ET DOLLARS CANADIENS PAR HABITANT DE 2008)

		Productivité du travail	Intensité du travail	Taux d'emploi	Profil démographique	Total
1981	%	51,48	9,88	42,52	-3,88	100,00
	\$	-4 145,49	-795,27	-3 423,90	312,70	-8 051,96
1991	%	50,31	13,22	42,87	-6,40	100,00
	\$	-6 899,06	-1 813,38	-5 878,86	878,29	-13 713,01
2001	%	49,44	20,91	41,25	-11,60	100,00
	\$	-8 128,10	-3 437,87	-6 782,36	1 907,68	-16 440,65
2008	%	70,74	26,47	15,39	-12,59	100,00
	\$	-13 258,66	-4 961,39	-2 883,85	2 360,27	-18 743,63

Les conclusions qui peuvent être tirées de ces décompositions sont éloquentes. En dépit d'une nette amélioration en matière d'emploi et malgré l'avantage du Québec au niveau de son profil démographique, l'écart de niveau de vie s'est néanmoins détérioré depuis le début des années quatre-vingt, une situation qui s'explique essentiellement par la moins bonne performance du Québec en matière de productivité du travail et par une plus faible intensité du travail.

En admettant que les québécois font des choix conscients en matière de participation au marché du travail^{iv}, ces résultats démontrent que le Québec devra inévitablement redresser sa performance en matière de productivité du travail s'il veut combler son retard économique par rapport à ses voisins immédiats. Il devient dès lors essentiel d'analyser et d'identifier les facteurs à la base de cette performance afin de freiner cette lente érosion et ainsi améliorer le niveau de vie de la population québécoise.

Préalablement à cette analyse, il est toutefois légitime de se demander si les comparaisons avec le Canada et les États-Unis sont équitables pour le Québec. On pourrait en effet soutenir que le cadre nord-américain désavantage le Québec et que la performance du Québec est enviable lorsqu'elle est considérée dans une perspective plus large.

Dans ces circonstances, la prochaine section tente d'élargir l'horizon de comparaison de la situation du Québec afin de positionner, dans un contexte international, sa performance économique. Ces comparaisons internationales montrent que le retard de productivité du travail du Québec n'est pas exclusivement le fait d'une mise en contexte nord-américaine. Malheureusement, ce retard de productivité jumelé à une plus faible participation au marché du travail place le Québec en queue de peloton des pays industrialisés en termes de niveau de vie.

En étendant les comparaisons à l'ensemble des pays membres de l'OCDE, on relativise la performance économique du Québec dans un contexte où les dimensions sociale et économique du développement sont plus diversifiées que dans une perspective nord-américaine.

Le tableau 4 compare la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail de certains pays membres de l'OCDE.^v Parmi les trois périodes analysées (1981-1991, 1991-2001 et 2001-2008), on remarque que le Québec affiche généralement une des plus faibles croissances de la productivité du travail au sein du groupe de pays sélectionnés.

4. CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL, 1981-2008
(POURCENTAGE)

Pays	1981-1991	1991-2001	2001-2008	1981-2008
Corée du Sud	6,85	4,68	4,67	5,47
Irlande	3,59	4,58	2,54	3,68
Finlande	3,04	3,05	1,69	2,69
Japon	3,45	2,06	1,85	2,52
Norvège	2,81	2,72	0,75	2,24
France	2,91	1,98	1,34	2,16
Royaume-Uni	1,70	2,65	1,97	2,12
Allemagne	2,71	2,15	1,10	2,08
Pays-Bas	2,38	1,84	0,94	1,81
Suède	1,28	2,18	2,00	1,80
Espagne	2,70	1,28	1,04	1,74
Belgique	2,17	1,57	1,13	1,68
Australie	1,41	2,33	1,04	1,66
Islande	1,18	1,39	2,62	1,63
Danemark	2,45	1,62	0,43	1,62
États-Unis	1,38	1,49	1,99	1,58
Nouvelle-Zélande	1,90	1,23	0,98	1,41
Ontario	1,05	1,95	0,73	1,30
Canada	1,09	1,81	0,80	1,28
Italie	1,74	1,55	-0,04	1,20
Québec	0,76	1,60	0,67	1,05
Suisse	0,12	1,39	0,87	0,79

De surcroît, parmi les 20 pays membres de l'OCDE pour lesquels il est possible d'analyser la performance en matière de productivité du travail sur plus d'un quart de siècle (1981-2008), seule la Suisse enregistre une croissance inférieure à celle du Québec (1,05 % pour le Québec vs 0,79 % pour la Suisse).^{vi}

Dans la mesure où la croissance de la productivité du travail ne reflète pas nécessairement les niveaux relatifs de productivité du travail, la portée de ces résultats est limitée. Un pays peut vraisemblablement connaître une faible croissance de sa productivité du travail et maintenir un niveau relatif satisfaisant pour autant que son niveau initial de productivité soit élevé.

C'est pourquoi le tableau 5 compare les niveaux de productivité du travail observés en 2008 par certains des 30 pays membres de l'OCDE ^{vii}. Les niveaux du Québec et de l'Ontario apparaissent également au sein de ce classement et les données internationales ont été converties à l'aide d'un taux de change de parité des pouvoirs d'achat de façon à ce qu'elles soient exprimées en dollars canadiens de 2008. ^{viii}

Parmi les 20 pays membres de l'OCDE pour lesquels il est possible d'analyser la performance en matière de productivité du travail sur plus d'un quart de siècle (1981-2008), seule la Suisse enregistre une croissance inférieure à celle du Québec.

5_ PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL, 2008(DOLLARS CANADIENS DE 2008
PAR HEURE TRAVAILLÉE)

Pays	PIB/h	Rang
Norvège	92,02	1
Irlande	68,86	3
Pays-Bas	68,70	4
Belgique	66,19	5
France	65,23	6
États-Unis	62,37	7
Allemagne	62,28	8
Suède	57,11	9
Royaume-Uni	55,60	11
Suisse	55,13	12
Australie	55,01	13
Canada	53,42	14
Espagne	53,39	15
Finlande	53,28	16
Danemark	53,07	17
Italie	49,99	18
Ontario	49,87	19
Québec	47,23	20
Japon	47,10	21
Islande	44,54	22
Nouvelle-Zélande	37,18	24
Corée du Sud	31,44	27
Total OCDE	50,22	
G7	57,85	

**6_ CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE
DU PIB PAR HABITANT, 1981-2008**

(POURCENTAGE)

Pays	1981-1991	1991-2001	2001-2008	1981-2008
Corée du Sud	7,84	4,60	4,04	5,64
Irlande	3,23	6,52	2,39	4,22
Royaume-Uni	2,51	2,63	1,87	2,39
Norvège	2,27	3,00	1,58	2,36
Espagne	2,89	2,49	1,40	2,35
Finlande	1,79	2,57	2,48	2,26
Pays-Bas	2,05	2,47	1,59	2,09
Australie	1,17	2,75	1,77	1,91
États-Unis	1,99	2,16	1,42	1,90
Suède	1,74	1,89	2,10	1,89
Japon	3,45	0,68	1,38	1,88
Danemark	2,24	2,12	0,97	1,87
Belgique	2,07	1,77	1,54	1,82
Allemagne	2,58	1,43	1,24	1,80
Islande	1,16	1,94	2,29	1,74
Canada	1,00	2,28	1,40	1,58
France	1,87	1,60	0,95	1,53
Italie	2,43	1,58	0,02	1,49
Québec	0,68	2,31	1,20	1,42
Ontario	0,82	2,32	0,84	1,38
Nouvelle-Zélande	0,30	2,26	1,42	1,31
Suisse	1,24	0,70	1,21	1,03

Malgré une croissance plus faible que celle observée au Québec depuis plus de 25 ans, on remarque qu'en 2008 la Suisse affiche néanmoins un niveau de productivité du travail supérieur à celui du Québec. Par ailleurs, parmi les 32 économies comparées, le Québec occupe le 20^e rang en matière de productivité du travail alors que la Suisse occupe le 12^e rang. Le Canada et l'Ontario occupent respectivement les 14^e et 19^e rangs. En outre, les données de 2008 indiquent que le Québec a enregistré un niveau de productivité du travail inférieur à la moyenne des pays membres de l'OCDE et de ceux du G7.^{ix}

Bien évidemment, la performance en matière de productivité du travail se reflète sur celle du niveau de vie. Lorsqu'on compare la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant du Québec à celle observée dans certains pays membres de l'OCDE, on remarque que la performance du Québec est généralement inférieure à celle d'une grande majorité de pays.^x Le tableau 6 montre, par ailleurs, que la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant enregistrée par l'Ontario entre 1981 et 2008 aura été légèrement plus faible que celle enregistrée par le Québec.

À l'instar des données sur la productivité, la croissance du niveau de vie ne reflète pas nécessairement la situation relative d'une économie. Dans les faits, un pays peut bénéficier d'un niveau de vie élevé sans forcément afficher une croissance supérieure à la moyenne. C'est pourquoi il est également utile de comparer les niveaux de vie en valeur afin d'établir un état de situation représentatif de la performance relative du Québec.

7_ PIB PAR HABITANT, 2008
(DOLLARS CANADIENS DE 2008
PAR HABITANT)

Pays	PIB/hab.	Rang
Norvège	71 853,27	2
États-Unis	57 641,62	3
Suisse	52 998,54	4
Irlande	52 745,52	5
Pays-Bas	50 900,97	6
Canada	48 105,89	7
Australie	47 527,72	8
Suède	45 911,14	10
Ontario	45 471,82	11
Islande	44 912,65	12
Danemark	44 746,39	13
Royaume-Uni	44 369,11	14
Finlande	43 823,64	15
Allemagne	43 792,27	16
Belgique	43 342,65	17
Japon	41 964,06	18
France	40 590,40	19
Espagne	39 301,74	20
Québec	38 897,99	21
Italie	37 991,87	22
Corée du Sud	34 381,09	24
Nouvelle-Zélande	32 974,28	25
OCDE	41 328,78	
G7	48 719,55	

Le tableau 7 présente les niveaux de vie de certains des 30 pays membres de l'OCDE pour l'année 2008. Les données internationales ont à nouveau été converties à l'aide d'un taux de change de parité des pouvoirs d'achat de manière à ce qu'elles soient exprimées en dollars canadiens de 2008^{xi}.

On constate qu'en dépit du fait que l'Ontario a connu une croissance annuelle moyenne inférieure à la plupart des pays sélectionnés et à celle du Québec, la province affiche néanmoins le 11^e niveau de vie le plus élevé, devancée de peu par le Canada (7^e). Parallèlement à ces résultats, le Québec occupe le 21^e rang du classement alors que la croissance annuelle moyenne de son niveau de vie est supérieure à celle de l'Ontario. On remarque également que la Suisse affiche le 4^e niveau de vie le plus élevé et ce malgré une croissance inférieure à celle du Québec, de l'Ontario et du Canada.

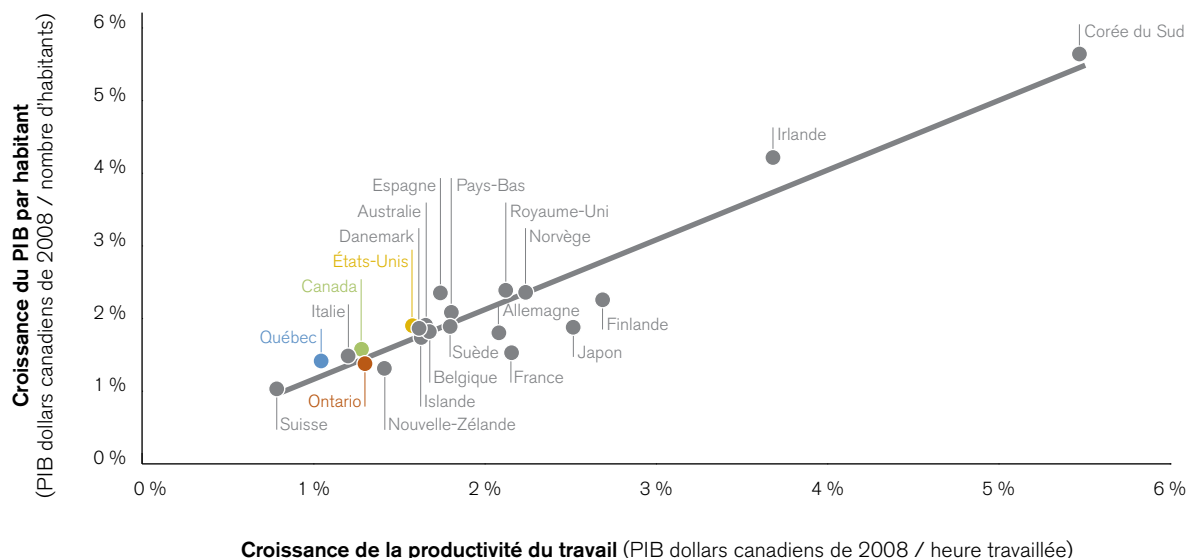
Le tableau 7 permet par ailleurs de constater que le niveau de vie du Québec se situe en-deçà du niveau de vie moyen enregistré par l'ensemble des pays membres de l'OCDE et du G7. Si l'écart avec la moyenne de l'OCDE est faible, on remarque cependant que l'écart avec la moyenne du G7 est substantiel.

Les données de 2008 indiquent que le Québec a enregistré un niveau de productivité du travail inférieur à la moyenne des pays membres de l'OCDE et de ceux du G7.

Globalement, cette analyse permet d'établir un constat clair. Non seulement le Québec accusait initialement (c.-à-d. en 1981) un retard en termes de productivité du travail et de niveau de vie, mais la croissance observée au cours des vingt-sept dernières années ne lui a pas permis de combler ce retard. L'analyse montre également que le retard économique du Québec n'est pas uniquement le fait d'une mise en contexte nord-américaine. Enfin, on constate que la performance de l'Ontario et du Canada en matière de productivité du travail est relativement faible par rapport aux autres juridictions retenues.

Le graphique 4 illustre finalement de manière éloquent le lien étroit qui existe entre la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail et celle du niveau de vie pour vingt pays membres de l'OCDE au cours de la période 1981-2008. On constate que la relation entre l'évolution de la productivité du travail et la croissance du niveau de vie n'est pas simplement une caractéristique propre aux économies nord-américaines. En général, seules les économies ayant affiché une forte croissance de leur niveau de productivité du travail sont parvenues à améliorer significativement leur niveau de vie. Ce graphique illustre également la position relative du Québec. Malheureusement, en accord avec l'analyse qui précède, le Québec se retrouve dans une position peu enviable à l'échelle internationale.

4_ CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL ET DU PIB PAR HABITANT, 1981-2008 (MOYENNE ANNUELLE)



Une fois la position relative du Québec établie, on doit alors chercher à identifier l'origine de son retard économique. La section suivante pousse donc l'analyse un cran plus loin en offrant une décomposition sectorielle de la productivité du travail au Québec.



**Décomposition
sectorielle
de la productivité
du travail**

En mesurant et en situant la performance du Québec dans un contexte national et international, les sections précédentes permettent d'établir un portrait global de la situation économique du Québec. Les données portant sur l'ensemble de l'économie démontrent que le Québec accuse un certain retard en matière de niveau de vie et que ce retard est étroitement lié à la performance du Québec en termes de productivité du travail.

Cependant, ce diagnostic ne reflète pas nécessairement la réalité sectorielle de l'économie québécoise en matière de productivité du travail. Dans les faits, il est possible que le retard de productivité du travail au niveau de l'ensemble de l'économie cache un effet de structure. En d'autres mots, il est possible que le retard de productivité de l'ensemble de l'économie soit inhérent à une concentration de l'activité économique dans des secteurs à plus faible productivité plutôt qu'à une utilisation inefficace des ressources dans certains secteurs de l'économie. L'exemple suivant permet de mieux comprendre comment la structure industrielle peut avoir une incidence sur la mesure globale de la productivité du travail.

Dans la section précédente, nous avons montré que le niveau de productivité du travail observé en Ontario était supérieur à celui observé au Québec. Ainsi, pour l'année 2008, le niveau de productivité du travail de l'Ontario s'élevait à 49,87 \$/heure travaillée alors que le celui du Québec s'élevait à 47,23 \$/heure travaillée. Supposons maintenant que les économies du Québec et de l'Ontario soient constituées de deux secteurs industriels, soit A et B. Dans les deux provinces, la productivité du travail est plus élevée dans le secteur A que dans le secteur B. Supposons également que la productivité du travail est plus élevée au Québec qu'en

Ontario autant dans le secteur A que dans le secteur B. Cette situation est décrite dans le tableau 8. Paradoxalement, on remarque que même si le Québec domine l'Ontario dans chaque secteur, au niveau de l'ensemble de l'économie c'est l'Ontario qui domine le Québec.

8_ SIMULATION DE L'EFFET DE LA COMPOSITION STRUCTURELLE SUR LE NIVEAU DE PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL (DOLLARS DE 2008)

QUÉBEC

Industrie	PIB ('000 \$)	Heures ('000)	Productivité (\$/h travaillée)
A	75 369 750	1 340 589	56,22
B	226 109 250	5 043 169	44,83
Total	301 479 000	6 383 758	47,23

ONTARIO

Industrie	PIB ('000 \$)	Heures ('000)	Productivité (\$/h travaillée)
A	352 743 000	6 484 291	54,40
B	235 162 000	5 305 329	44,33
Total	587 905 000	11 789 620	49,87

Cette situation s'explique par les différences observées au niveau de la structure industrielle des deux provinces. Alors que plus de la moitié des heures travaillées en Ontario est effectuée dans un secteur plus productif, en l'occurrence le secteur A, la grande majorité de l'activité économique du Québec est concentrée dans un secteur où la productivité du travail est plus faible, soit dans le secteur B. En conséquence, le niveau agrégé de productivité du travail du Québec est inférieur à celui de l'Ontario et ce, en dépit du fait que chaque secteur industriel du Québec affiche un niveau de productivité du travail plus élevé qu'en Ontario. Par ailleurs, en supposant que le Québec possède la même structure industrielle que l'Ontario, c'est-à-dire que la répartition des heures travaillées entre les secteurs est la même, le Québec afficherait alors une productivité du travail supérieure à l'Ontario, soit 51,09 \$/heure travaillée. En regard de ce constat, on doit alors chercher à isoler l'effet de structure de l'économie québécoise afin de déterminer si l'écart de productivité du Québec à l'égard de l'Ontario et du Canada peut être imputé, du moins en partie, à sa structure industrielle.

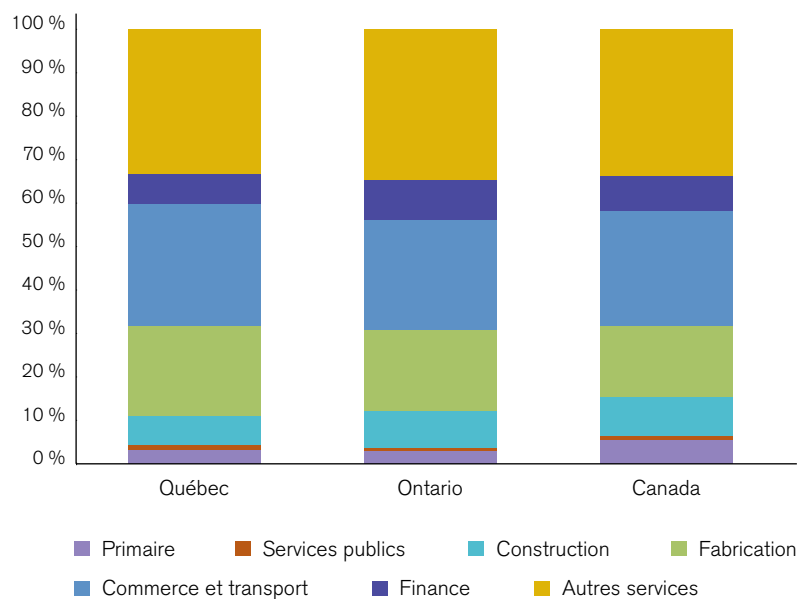
Le graphique 5 présente tout d'abord la répartition des heures travaillées en 2005^{xii} selon 7 grands secteurs industriels.^{xiii} Le secteur de la production des biens est décomposé selon 4 sous-secteurs :

- > primaire (notamment l'agriculture, la foresterie et les mines);
- > services publics (comme la production d'électricité);
- > construction; et
- > fabrication.

Le secteur des services est pour sa part décomposé en trois sous-secteurs :

- > industries du commerce et du transport;
- > industries de la finance et des assurances; ainsi qu'un
- > agrégat constitué du reste des industries du secteur des services.

5_ RÉPARTITION DES HEURES TRAVAILLÉES SELON LES GRANDS SECTEURS INDUSTRIELS, 2005



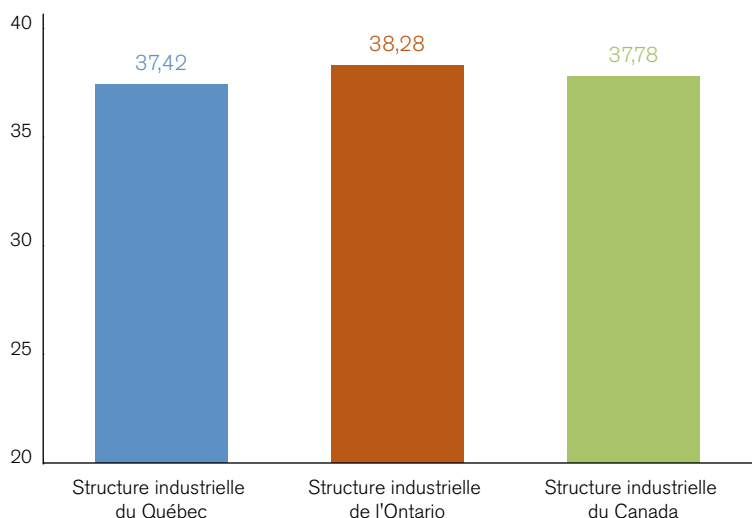
On constate tout d'abord que le secteur primaire occupe une place marginale dans la composition sectorielle des économies comparées. Alors que le Québec et l'Ontario enregistrent sensiblement la même proportion d'heures travaillées dans ce secteur, on remarque que l'activité économique dans le secteur primaire est légèrement plus élevée au Canada. Par ailleurs, le nombre d'heures travaillées dans le secteur de la construction est proportionnellement plus faible au Québec qu'en Ontario et au Canada. À l'opposé, le secteur de la fabrication est proportionnellement plus important au Québec qu'en Ontario ou au Canada, la différence étant substantielle à l'égard de ce dernier. On remarque finalement que la proportion des heures travaillées dans le secteur des services publics est marginale et ce tant au Québec qu'en Ontario ou au Canada. Dans l'ensemble, le secteur de la production des biens compte pour un peu plus de 30 % des heures travaillées au Québec, en Ontario et au Canada.

Du côté de la production des services, on constate que le secteur du commerce et du transport regroupe une part substantielle de l'activité économique. Proportionnellement, c'est au Québec qu'on observe le plus grand nombre d'heures travaillées dans ce secteur, le Québec devançant ainsi l'Ontario et le Canada. Toutefois, c'est en Ontario où le secteur de la finance et des assurances est le plus important, le nombre d'heures travaillées dans ce secteur est proportionnellement supérieur à celui du Québec et du Canada. Finalement, la proportion d'heures travaillées dans l'ensemble des autres services est similaire d'une économie à l'autre.

Le graphique 5 permet donc de dégager certaines différences au niveau de la structure industrielle des économies du Québec, de l'Ontario et du Canada. Bien que marginales, ces différences pourraient néanmoins expliquer une portion significative de l'écart de productivité du Québec à l'égard de l'Ontario et du Canada. Il faut donc identifier l'effet de structure afin de déterminer quelle proportion de l'écart de productivité est d'origine structurelle et quelle proportion résulte uniquement de la productivité.

Le graphique 6 est un bilan en matière de productivité du travail où l'effet de la structure industrielle a été éliminé. Le concept sous-jacent à cette approche est simple. En substituant la structure industrielle de l'Ontario et du Canada à celle du Québec et en conservant les niveaux sectoriels de productivité du travail observés au Québec, il est possible de calculer quelle serait la productivité du travail au Québec si l'économie du Québec était structurée comme celle de l'Ontario ou celle du Canada.^{xiv}


6_ PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC SANS EFFET DE STRUCTURE, 2005
(DOLLARS DE 2005 PAR HEURE TRAVILLÉE)



Le graphique 6 montre que l'effet de structure n'a qu'une faible incidence sur le niveau global de productivité du travail au Québec. Lorsque la structure industrielle du Québec est remplacée par celle de l'Ontario, le niveau global de productivité augmente de 0,86 \$/heure travaillée, soit une augmentation d'un peu plus de 2 % du niveau global de productivité. Lorsqu'on remplace la structure industrielle du Québec plutôt par celle du Canada, le niveau de productivité augmente alors de 0,36 \$/heure travaillée, soit une augmentation de près de 1 % du niveau de productivité global.

Cette analyse ne permet donc pas de conclure que les écarts de productivité observés soient surtout le fait de la structure industrielle du Québec qui, comme on l'a vu, n'est pas très différente de celle de l'Ontario ou du Canada dans son ensemble. S'il est vrai que l'effet de structure permet de combler près du tiers de l'écart de productivité du Québec face à l'Ontario, il s'agit néanmoins d'une augmentation marginale si on considère la position relative des deux provinces dans un contexte international. De plus, l'effet de structure n'explique que 6 % de l'écart de productivité avec le Canada, ce dernier affichant un niveau de productivité du travail largement supérieur aux deux provinces.

Le fait est que le niveau de productivité du travail observé au Québec aujourd'hui est relativement faible et que la tendance observée au cours des dernières années en termes de croissance ne laisse pas présager de changement important. Pour cette raison, il devient important d'identifier les facteurs à l'origine de la performance du Québec en matière de croissance de la productivité. La section qui suit présente un bilan sectoriel qui permet d'identifier la contribution de chacun des secteurs à la croissance de la productivité du travail observée au niveau global.



**Qu'est-ce qui
explique la croissance
de la productivité
du travail observée
au niveau global?**

Préalablement au bilan de croissance sectorielle, il convient toutefois d'analyser la condition actuelle du Québec en matière de productivité du travail afin de situer les niveaux sectoriels de productivité. Le tableau 9 dresse à cet effet un état de la situation sectorielle du Québec, de l'Ontario et du Canada pour l'année 2005.

Cette analyse permet tout d'abord de constater que les secteurs des services publics et de la construction du Québec affichaient en 2005 un niveau de productivité du travail supérieur aux niveaux de l'Ontario et du Canada. Le Québec enregistrait par ailleurs un niveau de productivité supérieur à celui de l'Ontario dans le secteur primaire.

Toutes proportions gardées et peu importe la juridiction analysée, on remarque toutefois que relativement peu d'heures sont travaillées dans ces secteurs alors que la grande majorité des heures sont travaillées dans des secteurs où le Québec enregistre un léger retard de productivité du travail relativement à l'Ontario et au Canada.

9_ STRUCTURE INDUSTRIELLE ET PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL EN 2005

(DOLLARS DE 2005)

	QUÉBEC		ONTARIO		CANADA	
	Productivité du travail (2005 \$/h travaillée)	Poids du secteur (%)	Productivité du travail (2005 \$/h travaillée)	Poids du secteur (%)	Productivité du travail (2005 \$/h travaillée)	Poids du secteur (%)
Primaire	39,16	3,16	34,03	2,78	103,76	5,49
Services publics	179,67	1,06	120,91	0,91	152,50	0,87
Construction	40,08	6,78	33,74	8,44	35,99	8,94
Fabrication	45,73	20,68	51,29	18,68	48,37	16,29
Transport et commerce	27,31	28,05	31,89	25,18	30,64	26,68
Finance	73,16	6,99	77,08	9,37	75,95	7,84
Autres services	28,02	33,28	29,51	34,65	28,29	33,89
Total	37,42	100,00	39,95	100,00	41,84	100,00

Ce constat vient donc appuyer notre conclusion précédente, à savoir que le retard de productivité du Québec n'est pas nécessairement le fait de sa structure industrielle mais bien d'une moins bonne performance en matière de productivité. En conséquence, on doit inévitablement chercher à identifier les secteurs qui ont contribué, ou non, à la croissance de la productivité agrégée afin d'identifier l'origine de la situation actuelle.

L'analyse ne doit toutefois pas s'arrêter au simple fait des contributions sectorielles à la croissance de la productivité agrégée. Pour bien comprendre l'origine de la situation actuelle, on doit également chercher à comprendre pourquoi une industrie a contribué ou non à la croissance agrégée. Entre autres, est-ce que la contribution est due à une augmentation de l'efficacité du travail (productivité pure) ou à une augmentation de la taille relative du secteur?

Une méthode de décomposition de la croissance de la productivité du travail proposée par Tang et Wang (2004) permet de répondre à ces questions.^{xv} Cette technique permet d'identifier à la fois la contribution des secteurs et les facteurs à l'origine de cette contribution.

Afin de bien saisir les concepts sous-jacents à cette technique, le tableau 10 présente tout d'abord le détail des résultats de la décomposition de la croissance selon des principaux agrégats de l'économie, en l'occurrence les secteurs de la production de biens et des services.^{xvi}

La colonne **Croissance sectorielle** présente la performance de chacun des secteurs en matière de productivité du travail. On remarque ainsi qu'entre 1984 et 2005, la productivité du travail au sein du secteur de la production des biens a augmenté de 35,65 % au Québec alors que la productivité du travail dans le secteur de la production des services s'est accrue de 20,40 %. Dans l'ensemble, le niveau de productivité du travail de l'économie québécoise a quant à lui progressé de 19,16 %.

Dans la colonne **Contribution totale** du tableau 10, on retrouve la contribution de chacun des secteurs à la croissance totale de la productivité du travail. On remarque qu'entre 1984 et 2005, la contribution du secteur de la production des biens aura été de -0,14 % alors que la contribution du secteur des services aura été de 19,29 %.

D'entrée de jeu, ces résultats permettent de dégager un constat important : depuis 1984, la croissance de la productivité du travail au Québec est entièrement attribuable au secteur des services, la contribution totale du secteur de la production des biens étant négative. On constate par ailleurs que la situation est à toutes fins pratiques identique en Ontario. Seul le secteur de la production des biens du Canada contribue positivement, quoique marginalement, à la croissance de la productivité du travail observée pour l'ensemble de l'économie.

Dans ces circonstances, il devient nécessaire de se questionner sur la performance sectorielle du Québec en matière de productivité du travail. Dans la mesure où la croissance de la productivité du travail dans le secteur de la production des biens aura été de 35,65 % entre 1984 et 2005, comment expliquer que la contribution du secteur à la croissance agrégée soit négative?

Depuis 1984, la croissance de la productivité du travail au Québec est entièrement attribuable au secteur des services.

10_ DÉCOMPOSITION DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ, BIENS ET SERVICES, 1984-2005

(EN POURCENTAGE)

	Croissance sectorielle	Contribution totale	Croissance de la productivité pure	Effet de taille	Effet d'interaction
QUÉBEC					
Total	19,16	19,16	28,16	2,42	-11,42
Biens	35,65	-0,14	16,20	-9,01	-7,33
Services	20,40	19,29	11,96	11,43	-4,09
ONTARIO					
Total	26,07	26,07	39,19	-1,95	-11,17
Biens	34,04	-4,69	19,90	-14,84	-9,75
Services	34,47	30,76	19,29	12,89	-1,42
CANADA					
Total	22,65	22,65	31,61	0,03	-8,99
Biens	36,02	2,53	17,32	-7,70	-7,10
Services	21,18	20,12	14,29	7,73	-1,89

Ce paradoxe s'explique en grande partie par un effet de taille. La section précédente démontre que le poids d'un secteur exerce une influence directe sur sa contribution à la productivité au niveau global. On constate ainsi que même si le Québec est plus productif que l'Ontario dans certains secteurs, le poids de ces derniers dans l'économie du Québec est si faible que leur contribution à la productivité au niveau global est marginale. Lorsque la productivité est mesurée en croissance plutôt qu'en niveau, la logique reste la même. Même si une industrie affiche une très forte croissance de sa productivité du travail, sa contribution à la croissance au niveau global sera faible si la taille relative de ce secteur a diminué dans le temps ou si le poids relatif du secteur, mesuré par le rapport entre le PIB du secteur et celui de l'ensemble de l'économie, était initialement faible.

Dans ces conditions, il est alors possible de pousser l'analyse plus loin. Afin de comprendre pourquoi et comment un secteur a contribué (ou non) à la croissance de la productivité du travail au niveau global, on peut décomposer la contribution totale selon trois composantes, permettant ainsi d'identifier plus précisément la nature de la contribution d'un secteur en particulier.

La première composante, appelée **Croissance de la productivité pure**, est en fait une mesure pondérée de la croissance de la productivité sectorielle. En pondérant la croissance sectorielle en fonction du poids relatif du secteur, la productivité pure mesure directement l'effet contributif d'une amélioration de la productivité du secteur.

La seconde composante, l'**Effet de taille**, mesure l'effet d'une variation de la taille d'un secteur, la taille étant ici mesurée par les heures travaillées. Par exemple, on suppose qu'une diminution de la taille relative d'un secteur dans le temps devrait avoir pour effet de réduire la contribution du secteur à la croissance de la productivité observée au niveau global. Dans la mesure où la proportion d'heures travaillées dans un secteur aura diminué au cours de la période analysée, l'effet de taille réduira proportionnellement la contribution totale de ce secteur (et inversement).

La troisième composante, l'**Effet d'interaction**, mesure l'impact de l'interaction entre les effets de productivité pure et de taille. De façon imagée, cet effet pénalise ou bonifie la croissance sectorielle en fonction de l'effet de taille. Ainsi, la contribution totale d'un secteur sera fortement affectée si le secteur en question enregistre simultanément une croissance sectorielle élevée et une réduction de taille importante. L'exemple du secteur de la production de biens au Québec permet de mieux comprendre l'effet conjoint de ces trois composantes.

Entre 1984 et 2005, le secteur de la production des biens du Québec a enregistré une excellente performance sectorielle, la croissance de la productivité du travail du secteur s'étant accrue de 35,65 %. Comme le poids relatif du secteur de la production des biens dans l'économie était initialement élevé, la croissance de la productivité pure du secteur s'est élevée à 16,20 %. Toutefois, du fait de la tertiarisation de l'économie québécoise, la proportion du nombre d'heures travaillées dans le secteur de la production des biens est passée de près de 40 % à un peu moins de 32 % au cours de cette même période. En conséquence de l'effet de taille, la contribution totale du secteur est réduite une première fois d'environ 9,01 %. Par ailleurs, du fait de la réduction de la taille du secteur, l'effet d'interaction, mesuré par l'effet conjoint de la croissance sectorielle et de la taille, réduit à nouveau la contribution totale du secteur de la production de biens d'un peu plus de 7 %. Ainsi, suite à la réduction substantielle de sa taille relative, la contribution totale du secteur de la production des biens est négative (-0,14 %) et ce, même si la croissance sectorielle est élevée.

Cette situation n'est pas unique à l'économie québécoise. Du fait du transfert progressif de l'activité économique vers les industries des services, la taille relative du secteur de la production de biens a également diminué en Ontario et au Canada, réduisant ainsi la contribution totale du secteur malgré une excellente croissance sectorielle. Par conséquent, la croissance de la productivité du travail au niveau global est essentiellement imputable à la performance du secteur des services, et ce, peu importe la juridiction analysée.

Dans ces circonstances, l'origine du retard de productivité du Québec devient évidente. Puisque la croissance de la productivité au niveau global a entièrement été entraînée par le secteur des services, un secteur où le Québec a enregistré une croissance de la productivité inférieure à celle de l'Ontario et du Canada, on comprend pourquoi l'écart de productivité du Québec a progressivement augmenté depuis le début des années quatre-vingt. Partant de ce constat, il devient alors intéressant de décomposer davantage les données afin d'identifier les industries ayant contribué à l'accroissement de la productivité.

Le tableau 11 présente une décomposition de la croissance de la productivité du travail en fonction des grandes divisions industrielles de l'économie.

On remarque qu'en dépit d'une croissance sectorielle particulièrement élevée, le secteur primaire du Québec contribue négativement à la croissance de la productivité globale (-1,08 %) ce qui s'explique par la réduction de la taille relative du secteur. On observe également une situation similaire en Ontario (-2,18 %) alors qu'au Canada, les industries du secteur primaire contribuent positivement à la croissance globale (1,45 %).

On remarque par ailleurs que la productivité du travail dans le secteur des services publics a diminué de près de 30 % depuis 1984. Néanmoins, en vertu d'une augmentation substantielle de la taille relative du secteur, la contribution totale de l'industrie des services publics est positive quoique très faible (0,08 %). Les industries des services publics de l'Ontario et du Canada enregistrent également une décroissance de la productivité du travail. Toutefois, contrairement à la situation du Québec, la croissance de la taille relative de ces industries n'est pas suffisante pour renverser l'effet de la croissance sectorielle. La contribution totale de l'industrie des services publics est donc négative en Ontario (-0,11 %) et au Canada (-0,37 %).

On constate également que la productivité du travail dans l'industrie de la construction diminue au Québec (-1,26 %), en Ontario (-6,51 %) et au Canada (-0,53 %). Bien que la décroissance de la productivité du travail soit plus forte en Ontario, on remarque néanmoins que la contribution de l'industrie ontarienne de la construction (1,91 %) est plus forte qu'ailleurs (0,21 % pour le Québec et 1,4 % pour le Canada). Cette situation s'explique par une augmentation plus marquée de la taille relative du secteur en Ontario.

Finalement, on remarque que malgré une croissance sectorielle élevée (49,9 %), la contribution de l'industrie de la fabrication du Québec est faible (0,66 %), ce qui s'explique en grande partie par une réduction considérable de la taille relative du secteur (-9,37 %). On observe une situation similaire dans le secteur de la fabrication au Canada alors que, du fait d'un effet de taille substantiel, la contribution du secteur de la fabrication de l'Ontario est négative (-4,32 %).

Du côté du secteur des services, on constate que la performance du Québec en matière de transport et de commerce (25,68 %) est nettement inférieure à celles de l'Ontario (62,52 %) et du Canada (45,50 %) alors que la contraction de la taille relative du secteur est relativement similaire dans chacune des juridictions. En conséquence, le secteur du transport et du commerce du Québec affiche une contribution totale inférieure (1,87 %) à celles de l'Ontario (5,73 %) et du Canada (4,00 %).

La contribution du secteur de la finance du Québec aura été relativement élevée (3,84 %) malgré une réduction de la taille relative du secteur (-1,21 %). Cette situation s'explique en grande partie par la performance du secteur en matière de croissance de la productivité du travail mais également par l'importance du poids relatif du secteur dans l'économie québécoise. En dépit d'une performance sectorielle inférieure à celle du Québec, la contribution des secteurs ontarien (8,90 %) et canadien (5,72 %) de la finance est plus élevée.

Finalement, on remarque qu'en dépit d'une faible croissance sectorielle (3,51 %), la contribution totale des autres services est particulièrement élevée (13,58 %), ce qui s'explique par une augmentation substantielle de l'activité dans le secteur des services au Québec. On observe une situation similaire en Ontario et au Canada.

11_ DÉCOMPOSITION DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL PAR INDUSTRIE,
1984-2005

(EN POURCENTAGE)

	Croissance sectorielle	Contribution totale	Croissance de la productivité pure	Effet de taille	Effet d'interaction
QUÉBEC					
Total	19,16	19,16	28,16	2,43	-11,43
Biens					
Primaire	67,82	-1,08	3,36	-2,55	-1,89
Services publics	-29,34	0,08	-1,76	2,60	-0,76
Construction	-1,26	0,21	-0,11	0,32	0,00
Fabrication	49,90	0,66	14,71	-9,37	-4,68
Services					
Transport et commerce	25,68	1,87	5,79	-2,97	-0,95
Finance	45,05	3,84	5,60	-1,21	-0,55
Autres services	3,51	13,58	0,57	15,61	-2,60
ONTARIO					
Total	26,07	26,07	39,19	-1,95	-11,17
Biens					
Primaire	26,01	-2,18	1,77	-2,41	-1,55
Services publics	-1,16	-0,11	-0,04	-0,07	0,00
Construction	-6,51	1,91	-0,46	2,54	-0,17
Fabrication	53,92	-4,32	18,63	-14,91	-8,04
Services					
Transport et commerce	62,52	5,73	12,26	-3,57	-2,96
Finance	38,80	8,90	5,39	2,53	0,98
Autres services	10,16	16,14	1,64	13,93	0,57
CANADA					
Total	22,65	22,65	31,61	0,03	-8,99
Biens					
Primaire	33,26	1,45	5,86	-1,25	-3,16
Services publics	-5,43	-0,37	-0,23	-0,15	0,01
Construction	-0,53	1,40	-0,04	1,45	-0,01
Fabrication	50,92	0,05	11,73	-7,74	-3,94
Services					
Transport et commerce	45,50	4,00	9,08	-3,38	-1,70
Finance	38,79	5,72	4,55	0,84	0,33
Autres services	3,69	10,40	0,65	10,27	-0,52

Nous approfondissons maintenant le niveau d'analyse de certaines industries du secteur des services ce qui permettra notamment de comprendre pourquoi la contribution du secteur du commerce et du transport est plus faible au Québec qu'ailleurs.

Le tableau 12 présente les résultats de la décomposition de la croissance de la productivité dans le secteur du commerce et du transport. On constate tout d'abord que la performance du Québec en matière de productivité du travail est généralement inférieure à celle enregistrée par l'Ontario et le Canada. En fait, parmi les trois industries composant ce secteur, seule l'industrie du commerce de détail du Québec enregistre une performance supérieure à celle de l'Ontario et du Canada. La croissance de la productivité du travail dans l'industrie du commerce de gros est donc significativement plus faible au Québec (21,79 %) qu'en Ontario (126,33 %) ou au Canada (84,41 %). Par ailleurs, la croissance dans le secteur du transport et de l'entreposage est également plus faible au Québec (4,63 %) qu'en Ontario (23,56 %) et au Canada (19,54 %).

On remarque par ailleurs que la réduction de la taille relative de l'ensemble des industries du commerce et du transport au Québec (-2,97 %) est somme toute similaire à celles enregistrées par l'Ontario (-3,57 %) et le Canada (-3,38 %). Dans ces circonstances, on comprend pourquoi la contribution du secteur du commerce et du transport est plus faible au Québec. Puisque la croissance de la productivité du travail du Québec est plus faible qu'ailleurs alors que les effets de taille sont similaires, la contribution totale du secteur du commerce et du transport est nécessairement plus faible au Québec. Ce retard explique par ailleurs une part substantielle de l'écart de croissance de productivité avec l'Ontario et le Canada.

12_ DÉCOMPOSITION DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS LE SECTEUR DU COMMERCE ET DU TRANSPORT, 1984-2005 (EN POURCENTAGE)

	Croissance sectorielle	Contribution totale	Croissance de la productivité pure	Effet de taille	Effet d'interaction
QUÉBEC					
Transport et commerce	25,68	1,87	5,79	-2,97	-0,95
Commerce de gros	21,79	1,11	1,56	-0,36	-0,08
Commerce de détail	45,47	1,26	3,91	-1,83	-0,83
Transport et entreposage	4,63	-0,50	0,31	-0,78	-0,04
ONTARIO					
Transport et commerce	62,52	5,73	12,26	-3,57	-2,96
Commerce de gros	126,33	3,73	8,02	-1,90	-2,40
Commerce de détail	37,99	1,28	2,94	-1,20	-0,46
Transport et entreposage	23,56	0,72	1,30	-0,47	-0,11
CANADA					
Transport et commerce	45,5	4,00	9,08	-3,38	-1,70
Commerce de gros	84,41	2,57	4,95	-1,29	-1,09
Commerce de détail	38,32	1,33	2,81	-1,07	-0,41
Transport et entreposage	19,54	0,10	1,32	-1,02	-0,20

Le tableau 13 présente finalement la décomposition pour les autres services. Tel que mentionné précédemment, on remarque que la croissance de la productivité du travail dans ce secteur est faible. Toutefois, du fait d'une augmentation substantielle de la taille relative de cette grande division industrielle, sa contribution totale est néanmoins élevée et ce tant au Québec (13,58 %) qu'en Ontario (16,14 %) ou au Canada (10,40 %).

On constate que la performance sectorielle du Québec dans certaines industries est faible. Notamment, les industries de l'information et de la culture (-19,51 %), des services d'enseignement privé et des soins de santé (-26,13 %) et des arts et spectacles (-15,94 %) ont enregistré une décroissance de la productivité du travail. Toutefois, la taille relative de ces industries dans l'économie québécoise a augmenté à un point tel que la contribution totale de ces industries est néanmoins positive, ce qui explique la performance globale du secteur des autres services. On observe une situation similaire au Canada et, dans une moindre mesure, en Ontario.

On remarque également que la contribution de l'industrie des services professionnels et administratifs est la plus élevée parmi l'ensemble des industries de l'économie québécoise, une situation qui s'explique par une performance sectorielle élevée et par une augmentation substantielle de la taille relative du secteur. On remarque finalement qu'en dépit d'une performance sectorielle élevée, la contribution du secteur regroupant les autres secteurs industriels (*Autres services*) est faible, ce qui s'explique en grande partie par la réduction de la taille relative du secteur.

La croissance de la productivité du travail dans l'industrie du commerce de gros est significativement plus faible au Québec (21,79 %) qu'en Ontario (126,33 %) ou au Canada (84,41 %). Par ailleurs, la croissance dans le secteur du transport et de l'entreposage est également plus faible au Québec (4,63 %) qu'en Ontario (23,56 %) et au Canada (19,54 %).

13_ DÉCOMPOSITION DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS LE SECTEUR
REGROUPANT LES AUTRES SERVICES, 1984-2005
(EN POURCENTAGE)

	Croissance sectorielle	Contribution totale	Croissance de la productivité pure	Effet de taille	Effet d'interaction
QUÉBEC					
Autres services	3,51	13,58	0,57	15,61	-2,60
Industrie de l'information et industrie culturelle	-19,51	4,64	-0,19	6,00	-1,17
Services professionnels et administratifs	21,75	6,01	1,11	4,20	0,69
Services d'enseignement privé et soins de santé	-26,13	1,76	-0,81	3,60	-1,04
Arts, spectacles, loisirs et hébergement	-15,94	0,86	-0,69	2,38	-0,84
Autres services	43,00	0,32	1,14	-0,57	-0,25
ONTARIO					
Autres services	10,16	16,14	1,64	13,93	0,57
Industrie de l'information et industrie culturelle	3,78	5,55	0,03	5,32	0,20
Services professionnels et administratifs	26,44	7,91	1,57	5,23	1,11
Services d'enseignement privé et soins de santé	-1,02	1,63	-0,03	1,72	-0,06
Arts, spectacles, loisirs et hébergement	-17,28	0,68	-0,68	1,96	-0,60
Autres services	31,54	0,36	0,75	-0,30	-0,09
CANADA					
Autres services	3,69	10,40	0,65	10,27	-0,52
Industrie de l'information et industrie culturelle	-0,32	1,21	-0,01	1,22	0,00
Services professionnels et administratifs	17,49	6,28	0,84	4,85	0,59
Services d'enseignement privé et soins de santé	-16,25	1,57	-0,45	2,45	-0,43
Arts, spectacles, loisirs et hébergement	-11,53	0,78	-0,44	1,86	-0,63
Autres services	33,51	0,57	0,72	-0,11	-0,04

En somme, la décomposition de la croissance de la productivité du travail permet d'établir deux constats importants :

- > Entre 1984 et 2005, la contribution du secteur de la production de biens est négative. Conséquemment, la croissance agrégée de la productivité du travail est entièrement imputée au secteur des services.
- > La croissance de la productivité du travail dans le secteur des services est plus faible au Québec qu'ailleurs. Essentiellement, c'est ce qui explique l'écart de productivité à l'égard de l'Ontario et du Canada.

En regard de ces constats, l'origine du retard de productivité devient incontestable. Dans la mesure où la croissance agrégée découle entièrement du secteur des services, un secteur où le niveau et la croissance de la productivité sont plus faibles qu'ailleurs, l'écart de productivité du Québec à l'égard de l'Ontario et du Canada se sera inévitablement élargi entre 1984 et 2005.

En poussant l'analyse un cran plus loin, il est par ailleurs possible de cibler plus précisément les industries à l'origine (ou non) de la croissance de la productivité dans le secteur des services. L'analyse démontre notamment que le secteur du commerce et du transport explique une part substantielle de l'écart de productivité à l'égard de l'Ontario (et du Canada).

La croissance de la productivité du travail dans le secteur des services est plus faible au Québec qu'ailleurs. Essentiellement, c'est ce qui explique l'écart de productivité à l'égard de l'Ontario et du Canada.

Conclusion

Les analyses présentées ci-dessus s'appuient sur les données les plus récentes disponibles en matière de niveau de vie et de productivité du travail. Pour la plupart des analyses, la période couverte s'étend de 1981 à 2008. Pour l'analyse sectorielle, la période utilisée est plus restreinte (1984-2005), compte tenu de la disponibilité des données à ce niveau.

Le constat principal que nous tirons de ces analyses est que l'économie québécoise peine à produire de la richesse dans des proportions comparables aux principales économies industrialisées. Une des principales causes de ce retard économique est la performance mitigée du Québec au chapitre de la productivité du travail. Que ce soit en termes de croissance ou de niveau absolu, la performance du Québec en matière de productivité du travail n'est malheureusement pas au rendez-vous.

Nos analyses montrent également qu'une partie de plus en plus importante des écarts de niveau de vie observés entre le Québec, d'une part, et l'Ontario, le Canada et les États-Unis, d'autre part, s'explique par des choix de mode de vie. Les québécois, en choisissant de moins participer au marché du travail ou d'y participer avec moins d'intensité acceptent implicitement un niveau de vie plus faible. C'est un choix légitime. Cependant, lorsqu'ils sont au travail, les québécois ne font certainement pas le choix d'être moins productifs que les ontariens, l'ensemble des canadiens ou les américains.

La productivité des travailleurs québécois est le résultat de plusieurs facteurs :

- > l'environnement technologique dans lequel ils travaillent;
- > leur formation;
- > les réglementations en vigueur;
- > la fiscalité, etc.

Notre analyse montre que les travailleurs québécois n'œuvrent pas dans un environnement leur permettant d'être plus productifs. Pourtant, la productivité est un des principaux déterminants du niveau de vie.

Une analyse plus détaillée au niveau sectoriel permet d'identifier les principaux secteurs responsables de la moins bonne performance du Québec en matière de productivité du travail. Lorsque comparée à l'Ontario ou au Canada dans son ensemble, l'écart au niveau de la performance du Québec s'explique essentiellement par le secteur des services. À l'intérieur de ce secteur, on peut pointer du doigt particulièrement les secteurs du commerce de gros et du transport et de l'entreposage.

Il convient toutefois de rappeler que l'Ontario et le Canada dans son ensemble ne se classent pas beaucoup mieux que le Québec en matière de productivité du travail à l'échelle internationale. Pour cette raison, la moins bonne performance des secteurs du commerce de gros et du transport et de l'entreposage n'expliquent qu'une infime partie du bilan global du Québec.

Notre analyse est purement descriptive et vise une meilleure compréhension de la situation au Québec. L'amélioration de la performance du Québec au chapitre de sa productivité et, par conséquent, de son niveau de vie est un travail de longue haleine qui devra passer par des changements dans plusieurs secteurs industriels et par des réformes législatives et fiscales. À cet effet, le Centre sur la productivité et la prospérité propose un programme de recherche qui vise une meilleure compréhension des impacts du comportement des individus, des entreprises et des gouvernements sur la productivité. Déjà plusieurs projets sont amorcés et les résultats permettront d'élaborer des recommandations concrètes afin d'améliorer la productivité au Québec.

Remerciements

Ce document est le résultat d'un effort collectif du Centre sur la productivité et la prospérité. Il faut toutefois signaler l'implication importante de Jonathan Deslauriers, professionnel de recherche au Centre, au niveau du traitement des données et de la rédaction. Laurent Da Silva, également professionnel de recherche au Centre, a aussi mis l'épaule à la roue ponctuellement.

Par ailleurs, il faut souligner les contributions de Nathalie Pilon pour la révision linguistique et Francine Gravel pour le design graphique et la mise en pages. La traduction anglaise a été réalisée par Terry Knowles et Pamela Ireland.

Enfin, il convient de remercier tout spécialement Jean-Pierre Maynard, Chef des mesures de productivité de la division des comptes de revenus et dépenses à Statistique Canada pour son étroite collaboration et ses nombreux conseils quant à l'utilisation des données.

Robert Gagné, *Directeur*
Centre sur la productivité et la prospérité
HEC Montréal

- ⁱ En 2008, le niveau de vie du Québec était en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE.
- ⁱⁱ Sauf avis contraire, les données du PIB seront mesurées en dollars canadiens de 2008. Les données des pays étrangers ont été converties en dollars canadiens en utilisant les taux de change de parité des pouvoirs d'achat constants. Voir l'annexe méthodologique pour plus de détails. Cette annexe peut être téléchargée à l'adresse suivante : www.hec.ca/cpp.
- ⁱⁱⁱ Dans un souci de compatibilité avec les données canadiennes, les données des États-Unis ont été ajustées. Pour une description détaillée des modifications, voir Maynard, Jean-Pierre (2007), « Comparaison du niveau du PIB par habitant au Canada et aux États-Unis : décomposition en fonction des différences dans la productivité du travail et l'intensité du travail », Statistique Canada, produit N°15-206-XIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Ontario.
- ^{iv} Soit en termes de participation au marché du travail et en termes d'intensité du travail. La composante purement démographique étant immuable à court terme.
- ^v En 2007, l'OCDE regroupait 30 pays. Pour la liste complète des pays membres, consultez le www.ocde.org.
- ^{vi} Pour des raisons de disponibilité des données (certains pays ayant intégré l'OCDE après 1981) cette analyse ne couvre que les pays pour lesquels il a été possible de cumuler des données de 1981 à 2008. Pour voir la liste complète de la performance par pays, veuillez consulter l'annexe méthodologique.
- ^{vii} L'annexe méthodologique présente les résultats pour les 30 pays membres de l'OCDE.
- ^{viii} Ces données doivent être considérées avec certaines réserves. Notamment, la conversion des données en parité de pouvoir d'achat réduit considérablement la portée d'une comparaison en niveau. Les écarts mineurs doivent donc être considérés avec précautions.
- ^{ix} Les pays membres du G7 sont les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, l'Italie, la France, la Grande-Bretagne et le Canada.
- ^x Consultez l'annexe méthodologique pour une liste complète des résultats par pays.
- ^{xi} Consultez l'annexe méthodologique pour une liste complète des résultats par pays.
- ^{xii} Les données de 2005 étaient les dernières séries complètes disponibles au moment de la publication.
- ^{xiii} Les secteurs des administrations publiques et des particuliers ne sont donc pas couverts par cette analyse. Par conséquent, les valeurs utilisées pour la productivité du travail sont légèrement différentes des valeurs utilisées dans les sections précédentes.
- ^{xiv} Pour les détails concernant ces calculs, veuillez vous référer à l'annexe méthodologique.
- ^{xv} Tang, Jianmin et Weimin Wang (2004), « Sources of Aggregate Labour Productivity Growth in Canada and the United States », *Canadian Journal of Economics* 37(2), pp 421-444.
- ^{xvi} Pour des raisons de disponibilité des données, l'analyse présentée dans cette section porte uniquement sur le secteur des entreprises. Sont donc exclus les secteurs des administrations publiques et des particuliers.